

CONSTANTINE

La colère des corps communs de la santé

Les corps communs du secteur de la santé de Constantine affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) sont en effervescence.

Réunis, hier en assemblée générale au CHU de Constantine, ils ont décidé de paralyser à partir d'aujourd'hui de toutes les structures sanitaires de la wilaya pour réclamer la révision de leur statut particulier.

Aussi, des mouvements de protestation simultanés touchant tous les établissements hospitaliers et les établissements publics de santé de proximité (EPSP) auront lieu les 29 décembre et les 2 et 5 janvier prochains.

Dans un communiqué de presse signé par pas moins de sept sections syndicales des travailleurs de la santé (UGTA), les corps communs et les ouvriers professionnels ont décidé, à l'unisson, au

terme de leur assemblée, d'organiser à partir d'aujourd'hui trois mouvements de protestation. C'est dire que les établissements hospitaliers d'El Khroub, Ali-Mendjeli, Zighoud-Youcef, Sidi-Mabrouk, le CHU Benbadis, en sus des EPSP, risquent la paralysie totale, sachant le rôle que joue cette frange de travailleurs dans la gestion des différents services hospitaliers.

En bref, outre la révision du statut particulier, leurs revendications portent notamment sur «la révision de la grille des primes et indemnités, l'intégration des travailleurs contractuels, l'octroi des primes de restauration et de transport ainsi que



Les CHU risquent la paralysie totale.

l'amendement de l'article 87 bis». Cela étant, lit-on dans ledit communiqué, les corps communs de la santé n'écartent pas, dans le cas où leurs revendica-

tions ne seraient pas prises en charge, de recourir à d'autres formes de contestation pour arracher leurs droits.

F. B.

TIZI-OUZOU

Une association pour les enfants infirmes moteurs cérébraux

Après Sétif et Alger, Tizi-Ouzou se dote enfin d'une association œuvrant pour une meilleure prise en charge de l'infirmité motrice cérébrale (IMC), une paralysie cérébrale qui intervient avant, pendant, ou dans les deux années qui suivent la naissance d'un enfant dans une proportion de 2 pour 1 000 naissances.

C'est à M^{me} Abed H., kinésithérapeute au CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou, que l'on doit cette initiative salubre qui se fixe comme objectifs principaux une bonne prise en charge de la rééducation continue, une formation plus poussée des personnels de santé, une sensibilisation des parents et enfin une scolarité de ces enfants dans la perspective de leur réinsertion socioprofessionnelle.

La présidente, qui espère brasser large en drainant un nombre important de parents et d'adhérents autour de l'association, lance un appel du cœur à toutes les bonnes volontés afin de mener à bon port la mission haute-

ment humanitaire de cette association en butte à un problème de siège et qui est provisoirement hébergée par une autre association.

Les motivations derrière cette initiative partent d'un constat dressé sur la situation de ces enfants accueillis pour des soins une fois par semaine à l'hôpital.

Pour la présidente, seul un travail pluridisciplinaire mené de concert avec des psychologues, des orthophonistes, des kinésithérapeutes, des rééducateurs, des psychomotriciens et

des neurologues, est en mesure de constituer un traitement efficace, sachant que ces enfants nécessitent des soins et un suivi médical, rééducatif, psychologique et scolaire au long cours.

Pour ce faire, notre interlocutrice a d'ores et déjà, pris contact avec les associations similaires de Sétif et Alger pour un échange d'expériences.

Des parents d'enfants IMC ont accueilli avec satisfaction la création de cette association.

S. Hammoum

PÉNURIE DE CARBURANT DANS CERTAINES RÉGIONS

Retour à la normale «très rapidement»

L'entreprise nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers Naftal rassure que la distribution de carburant «reprenra son cours normal très rapidement».

La perturbation enregistrée dans l'approvisionnement en carburant dans certaines villes de l'Ouest est, selon un communiqué de l'entreprise, due «à la consignation des ports, en

particulier au niveau de celui de Skikda, empêchant ainsi l'accostage des navires pour décharger les produits pétroliers, induite par les mauvaises conditions climatiques».

L'accalmie enregistrée durant le week-end dernier, ajoute-t-on, a permis la reprise de l'approvisionnement de la région ouest.

S. A.

M'SILA

Une secousse tellurique d'une magnitude 3,8 sur l'échelle de Richter

Une importante secousse tellurique d'une magnitude de 3,8 sur l'échelle de Richter, a été ressentie, avant-hier soir vers 19h30, dans la ville de M'sila.

L'épicentre de ces oscillations a été localisé à 11 km au nord-ouest du chef-lieu, selon les services de la Protection civile qui se sont mobilisés instantanément en piquet d'alerte,

comme ils ont sillonné les différents quartiers de la ville, surtout là où sont érigées les vieilles habitations en vue de faire face aux imprévisibles incidents.

Vraisemblablement, la secousse a semé la panique au sein des habitants qui ont abandonné leurs maisons, surtout les résidents des immeubles et occupé les rues pour quelques

minutes, de peur d'une seconde réplique. Plus de peur que de mal, heureusement aucun incident ni dégât n'ont été enregistrés.

A rappeler que la dernière secousse tellurique d'une magnitude de 3,7 sur l'échelle de Richter a été enregistrée dans la commune de Beni Ilmeène le 16 juillet dernier.

A. Laïdi

CE MONDE QUI BOUGE

2011, l'année où tout semblait permis

Par Hassane Zerrouky



L'hiver islamiste a succédé au printemps démocratique. C'est du moins le fait marquant de cette année 2011. En Tunisie, au Maroc et en Égypte, ce ne sont pas ceux qui ont été à l'origine des changements mettant fin aux régimes autoritaires qui ont raflé la mise, mais ceux qui sont restés tapis dans l'ombre des mosquées, à savoir les islamistes. Comme la révolution de 1848 en France, la révolution égyptienne a avorté pour laisser place à une contre-révolution conservatrice, tandis qu'en Tunisie, la percée inattendue d'Ennahda a jeté un froid sur un mouvement populaire porteur d'une réelle espérance. Et si en Égypte, le taux de participation a dépassé les 60%, en Tunisie, à peine un électeur sur deux s'était rendu aux urnes.

Quoi qu'il en soit, en Égypte, la percée des salafistes dont d'anciens djihadistes, ex-compagnons de route d'Ayman Al Zawahiri, actuel leader d'Al-Qaïda, n'a surpris que les naïfs dans un pays fortement islamisé depuis que le président Anouar Al Sadate a passé un deal avec les islamistes afin de briser la gauche marxiste et les nassériens. Il a été même jusqu'à confier aux islamistes les rênes de la justice, de l'éducation et des médias. Du coup, les Frères musulmans, sur lesquels pariaient les États-Unis, mais aussi la France, avec l'aval de leurs alliés régionaux, Qatar et Arabie saoudite en tête, se sont crus obligés de rassurer les laïcs et les Coptes, en fait l'Occident capitaliste, affirmant par la voix de leur porte-parole, Mahmoud Ghazlane, que le Parti de la liberté et du développement (PLD), la vitrine politique des «frères», représente «un islam centriste et modéré». Et mieux, qu'il n'imposera «rien par la force».

Quoique victime de ses hésitations, la gauche égyptienne, qui a qualifié ces résultats de «catastrophiques», a certainement fait les frais du «deal» conclu entre le CSFA (Conseil supérieur des forces armées), qui détient pour l'heure la réalité du pouvoir, et les Frères musulmans. Un deal portant sur un partage du pouvoir — l'armée gardant ses privilèges — et la préservation des accords internationaux avec l'aval du maître américain.

Pour l'heure, s'assurant près de 60% des voix, les Frères musulmans du PLD et les salafistes du parti Nour, rendent de fait difficile le scénario d'un gouvernement de coalition nationale intégrant des forces démocrates, laïques et libérales souhaité par les États-Unis. La percée inattendue des salafistes a quelque peu troublé le jeu. Même la mouvance des Frères musulmans s'en est inquiétée.

Au point où elle a annoncé publiquement qu'elle ne présenterait pas de candidat à l'élection présidentielle égyptienne afin de laisser la voie libre à une candidature «démocrate», en l'occurrence celle de Mohamed Al-Baradei. Il importe en effet pour Washington et ses alliés que le projet islamiste dit modéré réussisse en Égypte. Ils considèrent ces islamistes dits «modérés», avec lesquels les liens tissés depuis la guerre d'Afghanistan contre l'ex-URSS n'ont jamais été rompus, comme un facteur essentiel à la stabilité régionale et à la préservation à moyen terme de leurs intérêts.

Aussi font-ils tout pour éviter une situation à la libyenne ou à la yéménite devenue le mauvais exemple du «printemps arabe». Car à leurs yeux, un scénario à la tunisienne ou sa copie marocaine, est ce qui convient le mieux à des pays tels que l'Égypte, la Syrie, le Yémen, voire l'Algérie dans les mois à venir.

Concernant l'Algérie, tout indique que les réformes récemment adoptées à l'APN collent à ce que souhaitent les chancelleries occidentales, à savoir la mise en place d'un régime réservant une large place — entre 35 et 40% de sièges selon M. Belkhadem — aux islamistes, toutes tendances confondues. Dans ce scénario sur lequel planchent les cercles du pouvoir, la participation du FFS et d'autres démocrates aux prochaines élections devrait apporter cette dose de «crédibilité démocratique» qui a manqué lors des scrutins précédents.

Pour conclure, l'année 2011 a vu des révolutions confisquées par des «frères» qui n'y ont joué aucun rôle. Et si tout marche comme prévu, 2012 devrait voir le parachèvement de la reconfiguration de la carte politique telle que souhaitée par Washington, avec l'intégration de nouveaux acteurs : l'Algérie et, peut-être, le Yémen et la Syrie.

Bonne année à toutes et tous.

H. Z.